

probablement progresser la privatisation des entreprises d'État. Il maintiendra les subventions qui sont censées favoriser les pauvres.

Pour se garder le vote de la classe intermédiaire, **le parti du Congrès va presque certainement continuer à promouvoir la réforme économique et la libéralisation comme moyen d'attirer l'investissement étranger.**

- Le BJP attire la classe supérieure et les membres de la classe intermédiaire qui appartiennent aux hautes castes. Il s'est aussi gagné l'appui de certains éléments des milieux d'affaires indiens qui risquent de perdre les rentes de monopole que leur procurait le régime des « licences Raj ». Le BJP jouit également du solide appui des intégristes et des nationalistes hindous. Le Parti croit que l'affaire Enron lui a permis de démontrer qu'il peut tenir tête à une superpuissance et défendre les intérêts de l'Inde.³

Le BJP s'oppose aux « licences Raj » et recherche plus l'investissement étranger dans les industries des biens d'équipement et des services que dans celle des biens de consommation. Il ne s'oppose généralement pas à la libéralisation de l'économie indienne.

- Le National Front-Left Front (NF-LF) est un regroupement de partis régionaux, qui contrôlent également un certain nombre de gouvernements d'État. Par exemple, le Parti communiste (M) dirige la province du Bengale-Occidental; le Janata Dal gouverne le Karnataka (la province où est située Bangalore, la ville du silicium et de l'informatique); le Telugu Desam Party dirige l'Andhra Pradesh; et l'AIADMK dirige le Tamil Nadu. Le NF-LF va traditionnellement chercher son appui chez des minorités comme les basses castes, les musulmans et les intouchables (Dalits). Comme le parti du Congrès, le NF-LF se fait le champion de la laïcité et attaque le communalisme.

³Un gouvernement du Congrès dans la province industrielle de Maharastra avait approuvé une entente de 2,8 milliards \$ US avec la firme américaine Enron Corporation pour la réalisation d'un projet de production d'énergie électrique à Dabhol. L'entente a été annulée en juillet 1995 par le nouveau gouvernement BJP-Shiv Sena sous le prétexte que le coût total du projet et de l'investissement initial par MW était trop élevé. Toutefois, devant les procédures juridiques intentées par Enron Corp., le gouvernement intégriste hindou de Maharastra a décidé de renégocier l'entente, après s'être fait du capital politique aux dépens du parti du Congrès.